

du Conseil de sécurité, tiennent toujours les rênes du pouvoir. Ce dossier de doléances renferme peut-être la plus lourde menace pour l'ONU actuelle, mais d'un autre côté il pourrait bien être le moteur de sa réforme. Les pays développés qui ont manifesté leur volonté de faire quelque chose pour répondre aux aspirations des pays en voie de développement ont l'occasion de rappeler que la colère est mauvaise conseillère et qu'on pourrait tenter de nouvelles expériences, là où elles ont des chances de réussite. C'est cette attitude qui a dicté les recommandations énoncées dans cette étude. Elle pourrait aussi permettre de voir si les Nations Unies constituent un lieu de rencontre valable où l'on pourrait concerter les politiques nationales.

Il faut pourtant s'attendre à des progrès limités au départ. Ceux-ci dépendront de la confiance que les gouvernements comme le nôtre sauront inspirer aux pays en voie de développement, en démontrant leur sincérité par l'appui de politiques qui visent à réduire les causes de leurs déceptions.

Notre premier objectif est de faire accepter et appuyer notre politique aux Nations Unies par l'opinion publique et à obtenir la participation la plus large possible à sa réalisation. Il nous faudra mieux assurer la continuité de notre présence dans les Organismes de l'ONU. Un bon représentant est celui qui possède bien ses dossiers, connaît les règlements de l'ONU et entretient de bonnes relations avec ses collègues des autres délégations. On n'acquiert pas cette expérience en une seule session.

Au Canada, on a depuis longtemps l'habitude de choisir quelques délégués ailleurs que dans la Fonction publique. C'est un bon moyen d'obtenir l'appui et la sympathie du public pour les Nations Unies. Ces délégués devraient cependant pouvoir se consacrer à leur tâche sans partage et cela sur une période de plusieurs années.

La délégation du Canada a toujours eu largement recours aux consultations avec les autres membres de l'Organisation, notamment avec ceux qui nous sont le plus près. Mais pour échapper au cercle vicieux majorité-minorité, on devrait porter plus d'attention aux consultations avec certains pays en voie de développement, surtout ceux d'Amérique latine.

La politique canadienne devrait avoir pour but d'améliorer les mécanismes de coordination et de rationalisation de l'activité des Organismes des Nations Unies; d'éliminer le double emploi et faciliter la planification budgétaire pour que les ressources soient mieux utilisées. Il faut continuer d'exiger un rendement élevé, en prenant garde de ne pas tomber dans le camp des opposants systématiques aux programmes, même bien conçus et sagement administrés.